

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi et cartes communales (liste indicative d'information à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Révision du PLU	PLU communal de La Giettaz	Commune de La Giettaz

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date du débat du PADD	15 septembre 2017
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Mr le Maire de La Giettaz
Courriel	mairie@la-giettaz.com

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de La Giettaz
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	420 habitants en 2014
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	3 553 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLU ont été définis par le conseil municipal du 27 novembre 2015 à travers la délibération n°97/2015 :

- Mise en compatibilité avec le SCOT Arlysère approuvé en mai 2012;
- Prise en compte des dispositions des lois Grenelle et ALUR.
- Renforcement des pôles d'activités touristiques sur le secteur du Plan;
- Développer les possibilités d'habitat permanent sur l'ensemble de la commune;
- Faciliter l'installation et le maintien d'activités agricoles, artisanales et commerciales.

La délibération est annexée à ce présent document (annexe n°1)

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

Le PADD est annexé au présent document (annexe n°2)

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Le règlement graphique (plan de zonage) du PLU en vigueur et la version du projet de zonage en cours d'élaboration sont annexés à ce présent document (plan de zonage du PLU en vigueur en annexe n°3 et projet de zonage en cours d'élaboration en annexe n°4).

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) ? (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme, ...) ? **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Oui, avis de la CDPENAF

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Oui
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Oui, la DTA des Alpes du Nord.
- un SCoT , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Le SCoT Arlysère approuvé le 9 mai 2012.
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui, le SDAGE Bassin Rhône Méditerranée 2016-2021

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le territoire est couvert par un document d'urbanisme (PLU approuvé le 26 mars 2007).
Le territoire n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale systématique.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

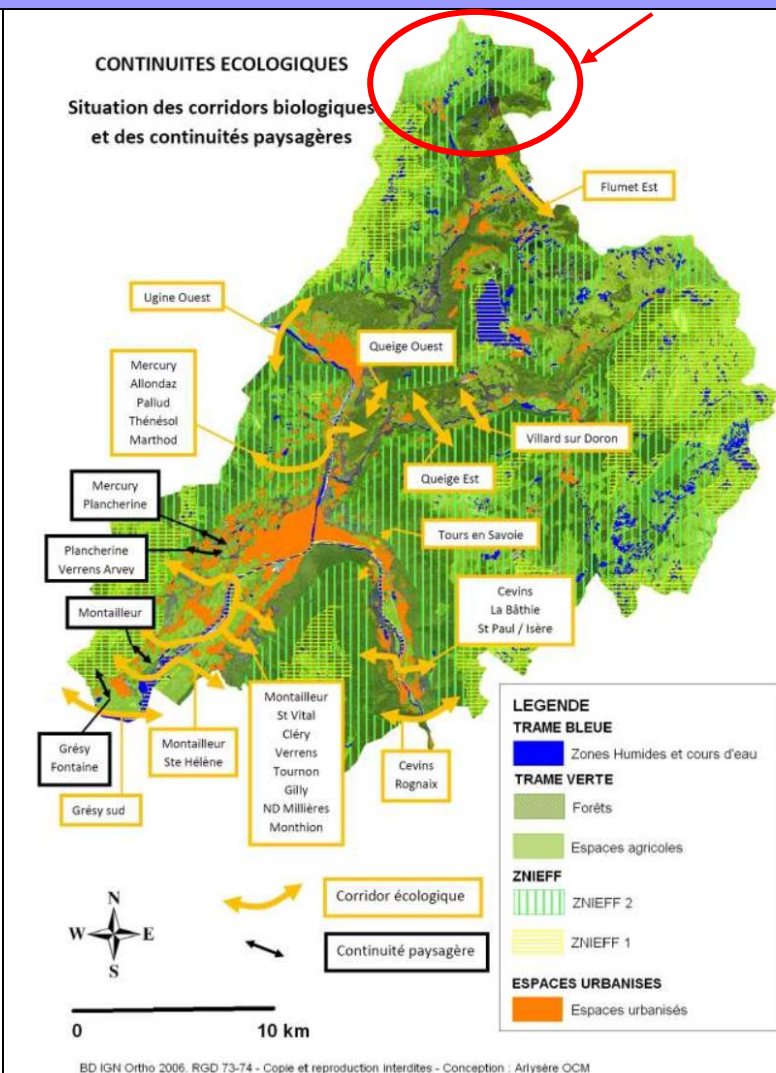
4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La consommation d'espace est essentiellement orientée vers la production de logements et notamment de résidences secondaires. Durant la dernière décennie (2007-2017), 5,92 hectares de foncier ont été consommés. 3,48 hectares de foncier ont été consommés pour la construction de logements (59% de la consommation d'espace, 0,35 hectares par an) dont 1,74ha pour les résidences principales et 1,75 ha pour les résidences secondaires.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Chaque logement a consommé en moyenne 871 m² de foncier, soit une densité moyenne de 11,5 logements par hectare.</p> <p>Pour la prochaine décennie, le PLU prévoit de réduire la consommation d'espace future de 10% par rapport à la dernière décennie en prévoyant une enveloppe constructible ne dépassant pas 5,35 hectares.</p> <p>Les objectifs du PLU en termes de consommation d'espace affirmés dans le PADD :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer un développement cohérent en limitant l'urbanisation des secteurs situés en extension à 1,2 hectares, • Atteindre une densité moyenne de 15 logements à l'hectares, • Favoriser la densification afin de limiter l'étalement urbain, optimiser les voies de desserte et les réseaux. • Délimiter les futurs espaces urbains au plus près de l'enveloppe bâtie existante dans les secteurs les plus éloignés du chef-lieu et du Plan • Promouvoir les opérations d'habitat collectif et intermédiaire ainsi que la réhabilitation des logements existants afin de limiter la consommation d'espace.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Pour les 12 prochaines années, le PLU prévoit de limiter l'urbanisation des secteurs situés en extension à 1,2 hectares.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou</i>	Urbanisation historiquement très diffuse liée à l'activité agro-pastorale, le développement urbain des dernières années s'est majoritairement effectué en extension du tissu bâti existant : l'enveloppe urbaine s'est élargie et distendue.

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
<i>locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...)</i> ont été préalablement examinées ?	L'analyse du potentiel de densification et de mutation des ensembles bâti met en évidence un potentiel de près de 3 hectares au sein de l'enveloppe urbaine.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>Le projet de PLU prévoit l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs d'importance : sur le Nant/La Caillère et au Plan.</p> <p>L'ouverture à l'urbanisation projetée sur le secteur du Nant/La Caillère vise à renforcer le pôle de vie annuel du centre-bourg et développer une offre d'hébergements touristiques. Commune composée historiquement d'un tissu urbain diffus, l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur d'importance sera encadrée dans le PLU par la réalisation d'une OAP.</p> <p>L'ouverture à l'urbanisation projetée au Plan vise à renforcer et affirmer la vocation touristique de la Giettaz et sera encadrée par la mise en œuvre d'une OAP sur le secteur.</p>

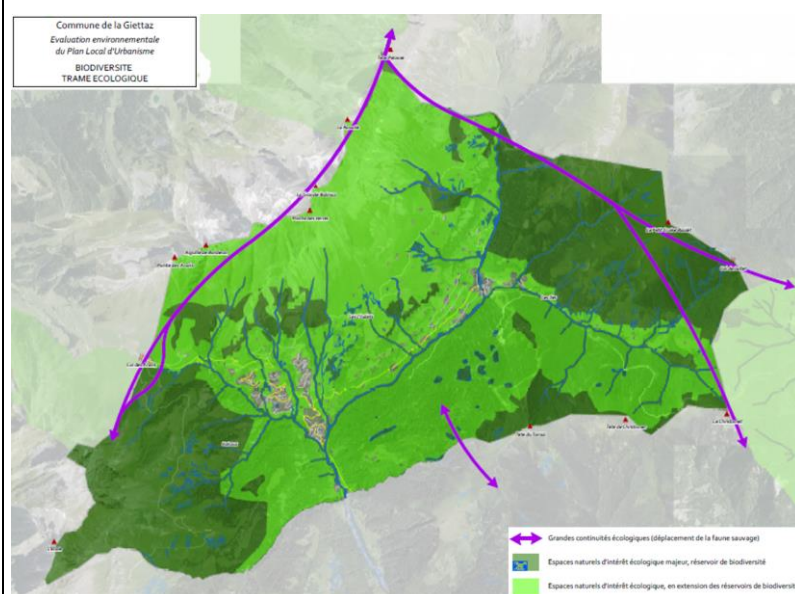
4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par _un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>	X		3 ZNIEFF de type 1 : <ul style="list-style-type: none"> • « Versant Est des Aravis, forêts des Merdassiers et Nant Pareux » (n°74220001). • « Chaîne des Aravis » (n°74220004). • « Zones humides de Combloux et de Demi-Quartier » (n°74300001).
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>	X		APPB « Les Aravis »
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes...) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur		X	Le SCoT Arlysère n'identifie pas de corridor écologique ni de continuité paysagère sur la commune de La Giettaz.

4.2. Milieux naturels et biodiversité

(ScoT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?



Corridors écologiques et continuités paysagères identifiés dans le SCoT Arlysère



Dynamique écologique identifiée dans l'Etat Initial de l'Environnement
34 Zones Humides inscrites à l'inventaire départemental.

Zone humide ayant fait

X

4.2. Milieux naturels et biodiversité

<p><u>l'objet d'une délimitation</u> ?</p> <p>Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR</u> ?</p>			Ces zones seront identifiées sur les plans de zonage avec une trame.
---	--	--	--

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologique) ?	X		Monument classé : « Borne frontière romaine dite Fines au col du Jaillet » - arrêté du 14/06/1971
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?	X		Un site classé : « Cascade franchissant la RD 909 au-dessus du tunnel routier des Aravis » - arrêté ministériel du 02/03/1937
<u>Site inscrit</u> ou projet de site classé ?	X		Un site inscrit : Col des Aravis et abords de la RD 909 – arrêté ministériel du 13/12/1948
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	
Perspective paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCoT, DTA... ?)		X	

4.4. Ressource en eau

Captages : Le projet est-il concerné par ___-un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection	X		5 captages destinés à l'alimentation humaine sont présents

4.4. Ressource en eau			
(immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?			<p>sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Source de Manstiu amont (DUP 4 décembre 2003) • Source de la 22 (DUP 18 mars 1988) • Source de Plan Rebord (DUP 4 décembre 2003) • Source de Manstiu aval est captée et est actuellement mobilisée en cas de besoin (DUP en cours) • Source du Tunnel (DUP en cours) <p>Les périmètres de protection du captage sont localisés sur la commune).</p> <p>Ces captages sont localisés dans des zones à caractère naturel et/ou agricole et seront classés en zone N ou A dans le PLU en cours d'élaboration.</p>
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	
De captages repérés par un SDAGE ou un SAGE?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	X		<p>Le bilan global en situation actuelle est limité car les besoins sont supérieurs à 90 % de la ressource mobilisable. A l'horizon 2020-2025, le bilan global est déficitaire malgré la prise en compte de la source de Manstiu aval (mobilisable dans le futur).</p> <p>Une étude de la gestion de la ressource en eau potable a été réalisée spécifiquement sur la commune de La Giettaz en 2013. Cette étude a été menée suite à des problèmes de qualité de l'eau et de fonctionnement complexe du système d'alimentation. Elle a permis de mettre en place un programme de travaux afin d'assurer l'alimentation en eau potable de la commune.</p> <p>Des travaux ont d'ores et déjà été réalisés : renouvellement de réseaux pour réduire les fuites de réseau, exploitation de la ressource de Plan Rebord, ...</p> <p>L'impact des travaux réalisés et prévisionnels sur les bilans besoins-ressources actuels et futurs permet d'avoir un bilan global en situation actuelle excédentaire et équilibré à l'horizon 2020-2025.</p>
Y a-t-il des risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont	X		<p>Les eaux usées sont traitées sur la station d'épuration (STEP) de La Giettaz, gérée par le SIEPAM et mise en service en 2010.</p> <p>La capacité nominale de la STEP est de 3 900 Equivalent Habitant (EqH) et le débit de référence journalier admissible</p>

4.4. Ressource en eau			
raccordés ? Quels est l'impact sur les rejets dans les milieux ?			de 720 m ³ /j. La charge maximale traitée était de 1 209 EqH en 2014 et de 1 117 EqH en 2015. La station d'épuration est à 30% de sa capacité maximale mais est non conforme pour certains paramètres.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Risque sismique : La commune de La Giettaz se trouve dans une zone de sismicité « moyenne » (niveau 4). Risque d'inondations et coulées boueuses. Risque de mouvement de terrain de type glissements de terrain, chutes de blocs et érosion des berges. Risque d'avalanches
Plans de préventions des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration		X	La commune est dotée d'un PPRn approuvé le 11 septembre 2008. La commune est dotée d'une Carte de Localisation des Phénomènes d'Avalanches (CLPA)
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de		X	

4.6. Risques et nuisances			
telles nuisances ?			
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		X	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		X	<i>La commune ne fait pas partie de la liste des communes sensibles identifiées dans le SRCAE approuvé en 2014.</i>
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Éléments complémentaires
que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

6. Annexes (rappel)

Pour les élaborations ou révisions de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	X
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	X
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	X
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	X

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

COMMUNE DE LA GIETTAZ

Séance du 27 NOVEMBRE 2015

Nombre de conseillers en exercice : 11

Date de la convocation : 20 Novembre 2015

Date d'affichage : 1^{er} décembre 2015

L'an deux mil quinze, le vingt sept novembre à 20 heures 00, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle des délibérations de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Noël BIBOLLET, Maire.

Présents : Noël BIBOLLET, Daniel DANGLARD, Michel BIBOLLET, Olivier BOUCHEX-BELLOMIE, Franck BIBOLLET, Olivier FREY, Pierre MARIN CUDRAZ.

Excusés :

- ✓ Stéphanie DURIEUX qui donne procuration à Olivier BOUCHEX BELLOMIE
- ✓ Alizée JACQUEMIN qui donne procuration à Daniel DANGLARD,
- ✓ Benoit DE BILLY qui donne procuration à Noël BIBOLLET.
- ✓ Odile LEGOUX.

N° 97/2015 :

URBANISME -

Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Et modalités de concertation -

Monsieur le Maire expose au conseil municipal les **principales raisons** qui motivent la révision du Plan Local d'Urbanisme et précise les **objectifs** qui seront poursuivis :

- **Mise en compatibilité avec le SCOT Arlysère approuvé en mai 2012**
 - Le SCOT imposant des quotas de zones en densification et en extension, le Plan Local d'Urbanisme doit revoir les surfaces constructibles.
- **Prise en compte des dispositions des loi Grenelle et ALUR**
- **Renforcement des pôles d'activités touristiques sur le secteur du Plan**
- **Développer les possibilités d'habitat permanent sur l'ensemble de la commune.**
- **Faciliter l'installation et le maintien d'activités agricoles, artisanales et commerciales.**

Où l'exposé du Maire et après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** :

1. **de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme** conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme.
2. **de choisir les modalités de concertation suivantes**, conformément aux articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme, afin d'associer pendant la durée des études nécessaires, jusqu'à l'arrêt du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.
 - une information sera faite dans la presse (rubrique locale) au démarrage de la procédure,
 - un registre (ou cahier) sera mis à disposition en mairie, afin de recueillir les observations, avis, idées des particuliers,

- 4 réunions publiques d'information seront organisées pour présenter les contraintes générales qui s'imposent à la commune, le diagnostic, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement écrit et graphique. Ces réunions publiques seront ouvertes à tous les habitants de la commune, ainsi qu'aux associations locales et à toutes autres personnes intéressées,
- une exposition sous forme de panneaux laissée à disposition du public, avec registre communal,
- une information régulière sera faite dans le bulletin municipal ou sur le site internet sur l'évolution du projet et de la procédure,

A l'issue de la concertation, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibérera. Ce bilan peut être simultanément tiré lors de la délibération qui arrêtera le projet de du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R.123-18 du code de l'urbanisme.

3. **de s'engager à organiser un débat au sein du conseil municipal sur le projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.)** au plus tard deux mois avant l'arrêt du PLU par le conseil municipal conformément à l'article L.123-9 du code de l'urbanisme
4. **de charger Monsieur le Maire de conduire la procédure** (article R.123-15)
5. **de demander l'association des services de l'État à l'élaboration du projet de PLU** conformément à l'article L.123-7 du code de l'urbanisme
6. **de demander à l'État conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme une compensation financière** pour l'aider à faire face aux dépenses entraînées par les études
7. **de choisir un cabinet d'étude pour mener les études nécessaires à la révision du PLU** dans le respect des articles L.121-1 à L.121-7, L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-25 du code de l'urbanisme

Conformément aux articles L.121-4, L.123-6, L.123-8 et R.123-16 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée:

- au Sous-Préfet d'Albertville,
- au Président du Conseil Régional
- au Président du Conseil Départemental de la Savoie
- au Président d'Arlysère
- au Président de Comarly
- à la chambre de commerce et d'industrie
- à la chambre des métiers
- à la chambre d'agriculture
- aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins
- aux Maires des communes voisines

En application de l'article L.123-8, les présidents, ou leurs représentants, des organismes ou des collectivités citées ci-dessus, peuvent demander à être consultés pendant la durée de l'élaboration du projet du plan local d'urbanisme.

Le Maire informe les membres du Conseil Municipal que lors de l'arrêt du projet de P.L.U., les maires des communes limitrophes et les présidents des E.P.C.I. directement intéressés, peuvent, à leur demande, donner leur avis sur le projet conformément à l'article L 123.9 du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, en application de l'article L.123-8 du Code de l'Urbanisme, le maire indique aux membres du conseil municipal qu'il peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétente en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements ou en application du L.121-7, les conseils du CAUE de Savoie.

Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie durant un mois,
- d'une mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,

FAIT ET DELIBERE EN MAIRIE LES JOUR MOIS ET AN QUE DESSUS.

LA GIETTAZ le 27 novembre 2015

Le Maire,
Noël BIBOLLET.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

073-217301233-20151127-201511D97-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/12/2015

Plan Local d'Urbanisme

Commune de
La Giettaz
Département de la Savoie



2> Projet d'Aménagement et de Développement Durables



Projet au 18 juin 2018

Atelier-2
architectes - urbanistes



Plan Local d'Urbanisme

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Principes généraux à respecter

L'article L101.2 du Code de l'Urbanisme définit dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme qui vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques,

sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Dans le respect des grands principes énoncés ci-avant, les grands objectifs retenus pour la commune la Giettaz sont regroupées autour de 3 orientations :

1 > Structurer le territoire pour impulser une attractivité démographique.

2 > Valoriser le cadre de vie.

3 > Soutenir la diversité économique et valoriser les productions locales.

1 > Structurer le territoire pour impulser une attractivité démographique

CONSTATS



La commune de la Giettaz a connu ces dernières années un déclin démographique lié à un manque d'attractivité observé depuis les années 1990 et à solde naturel devenu négatif durant la dernière décennie. La population est aujourd'hui de 411 habitants (projection 2017). Le nombre moyen de personne par ménage est de 2,2 habitants.

Le développement urbain des dernières années s'est majoritairement effectué en extension du tissu bâti existant : l'enveloppe urbaine s'est élargie et distendue.

La consommation d'espace est essentiellement orientée vers la production de logements et notamment de résidences secondaires. Durant la dernière décennie (2007-2017), 5,92 hectares de foncier ont été consommés. 3,48 hectares de foncier ont été consommés pour la construction de logements (59% de la consommation d'espace, 0,35 hectares par an) dont 1,74ha pour les résidences principales et 1,75 ha pour les résidences secondaires.

Chaque logement a consommé en moyenne 871 m² de foncier, soit une densité moyenne de 11,5 logements par hectare.

Les enjeux vont être de développer l'attractivité pour les jeunes ménages et les familles en diversifiant l'offre de logements, les modes d'occupation tout en modérant la consommation d'espace.

OBJECTIFS

- > Maîtriser l'extension de l'urbanisation sur les espaces agricoles et naturels
- > Prévoir l'installation d'habitants permanents pour maintenir une vie locale
- > Affirmer le secteur de la Caillère comme pôle de développement
- > Renforcer la dynamique touristique au Plan et au chef-lieu pour une multipolarité

MOYENS D'ACTION

> Maîtriser l'extension de l'urbanisation sur les espaces agricoles et naturels

- Assurer un développement urbain optimisé, en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère :
 - en limitant l'urbanisation de secteurs situés en extension à 1,2 hectares,
 - en atteignant une densité moyenne de 15 logements à l'hectare.
- Favoriser la densification afin de limiter l'étalement urbain, optimiser les voies de desserte et les réseaux.
- Délimiter les futurs espaces urbains au plus près de l'enveloppe bâtie existante dans les secteurs les plus éloignés du chef-lieu et du Plan
- Promouvoir les opérations d'habitat collectif et intermédiaire ainsi que la réhabilitation des logements existants afin de limiter la consommation d'espace.

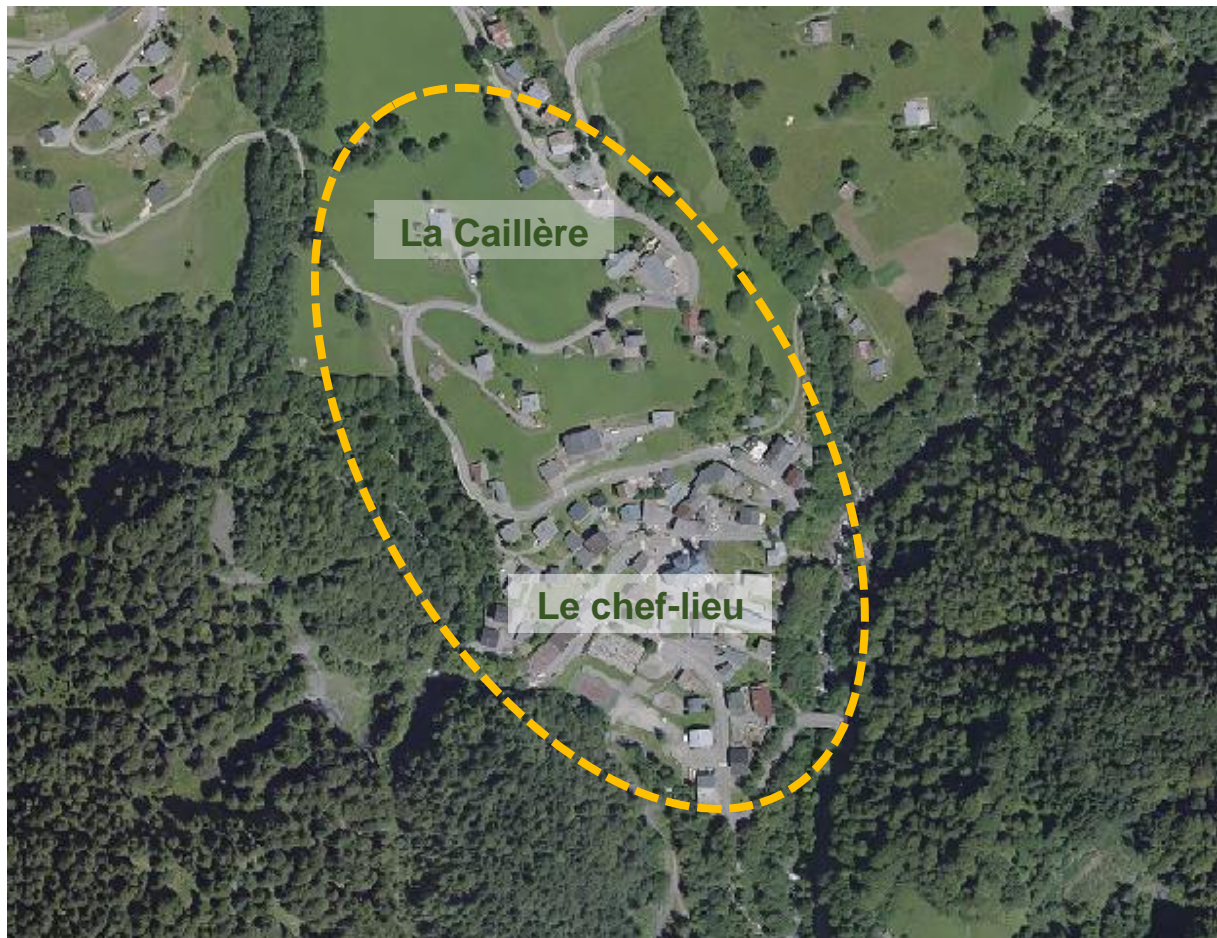
> Prévoir l'installation d'habitants permanents pour maintenir une vie locale

- Agir en faveur de l'équilibre social et générationnel en répondant aux besoins de tous les habitants en matière de logements : favoriser l'installation des jeunes, faciliter le parcours résidentiel et l'hébergement des saisonniers.
 - Faire face au déclin de la population qui menace la vitalité de la commune en raison :
 - d'un potentiel diffus important non maîtrisé,
 - d'une quasi-absence de constructions destinées aux habitants permanents,
 - d'une offre monospécifique en termes de typologie des logements.
- Pour réussir à accueillir de nouveaux ménages une stratégie de maîtrise du foncier est nécessaire.
- Restreindre les limites d'urbanisation au plus près de l'existant dans les secteurs périphériques.
 - Recentrer l'urbanisation sur des secteurs maîtrisés situés à proximité des services, commerces et équipements.
 - Le centre bourg sera le secteur à privilégier pour :
 - développer un projet de mixité sociale, intergénérationnelle et fonctionnelle,
 - localiser les équipements structurants et les services de proximité.
 - Réduire la consommation d'espace future de 10% par rapport à la dernière décennie en prévoyant une enveloppe constructible ne dépassant pas 5,35 hectares.

> Affirmer le secteur de la Caillère comme pôle de développement

- Prévoir un secteur de développement de l'urbanisation encadré et maîtrisé par la Commune afin de proposer des logements adaptés aux besoins des habitants permanents : variété des typologies de logements et des formes urbaines.
- Assurer la greffe de ce nouveau quartier en développant des cheminements piétons sécurisés vers le chef-lieu.

- Renforcer la densité dans l'espace central de La Giettaz :



> Renforcer la dynamique touristique au le Plan et au chef-lieu pour une multipolarité

- Sur le Plan : structurer l'entrée de la station en développant une nouvelle offre d'hébergement touristique marchand
- Au chef-lieu : créer un nouveau pôle d'hébergement touristique marchand dans le secteur « Sur le Nant »
- Encadrer les lits marchands avec le principe de conventionnement via l'article L.342 du Code du Tourisme.

> Agir sur le développement urbain pour maîtriser les besoins énergétiques et préserver la qualité de l'air.

- Promouvoir les volumes compacts pour les constructions nouvelles afin de limiter d'optimiser la consommation d'espace et les déperditions énergétiques.
- Pérenniser des cheminements doux assurant la connexion entre les différents espaces bâtis de la commune afin de limiter l'utilisation des modes de transport motorisés pour les trajets de courte distance.

2> Valoriser le cadre de vie

CONSTATS



Les milieux naturels et agricoles représentent près de 98% de la superficie de la Giettaz et participent à la valorisation du territoire ainsi qu'à son attractivité touristique.

La Giettaz dispose d'un patrimoine naturel de qualité, protégé et reconnu à différentes échelles (Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope, ZNIEFF, etc.).

La forte sensibilité paysagère du site liée à sa morphologie (relief, hydrographie, végétation) doit être préservée et mise en valeur afin d'impulser une dynamique démographique sur la commune et maintenir l'installation de résidences secondaires.

Les menaces portées aux espaces sensibles sur les plans environnementaux et agricoles sont présentes et il est nécessaire de garantir leur intégrité pour l'avenir. La commune la Giettaz bénéficie d'une identité territoriale marquée qu'elle doit conserver afin de préserver son cadre de vie.

L'enjeu est de densifier l'urbanisation tout en préservant la structure de celle-ci et l'environnement.

OBJECTIFS

- > Renforcer l'identité historique de station-village
- > Intégrer les nouvelles constructions dans le paysage urbain et naturel.
- > Protéger les milieux naturels sensibles
- > Prendre en compte les risques naturels.
- > Inscrire le territoire dans l'innovation au service du développement durable

MOYENS D'ACTION

> Renforcer l'identité historique de station-village

- Renforcer l'identité de « station-village » à travers la répartition partagée entre le Plan et le chef-lieu des services et équipements publics ainsi que des activités.
- Mettre en valeur le petit patrimoine communal récemment restauré (croix, oratoires, ...) à travers l'entretien et la valorisation de cheminements doux délaissés.
- Développer des équipements supplémentaires afin de répondre aux besoins actuels et futurs de la population avec notamment la rénovation énergétique de l'école du village et la création d'une salle des associations.

> Intégrer les nouvelles constructions dans le paysage urbain et naturel.

- Préserver de toute urbanisation les coupures paysagères verticales entre les groupes de constructions permettant une valorisation du paysage et du territoire ainsi que le maintien des espaces naturels tels que les cours d'eau. Les coupures paysagères à maintenir sont localisées entre les groupes de constructions constitués d'une part des Gorandières, de la Combe et sur le Nant, d'autre part du Métan, des Mortines et l'Armane ainsi que celles du Biollay.
- Maintenir la coupure paysagère entre le hameau du Biollay et le secteur touristique du Col des Aravis
- Promouvoir des formes d'habitat économes en espace en orientant la production de logements vers l'habitat individuel (isolé et groupé) et le développement de l'habitat intermédiaire et collectif.
- Veillez à l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage communal à travers la préservation des caractéristiques architecturales traditionnelles et identitaires du territoire.

Les caractéristiques traditionnelles identitaires de la commune sont :

- les volumes simples,
- les toits à 2 pans,
- le faitage parallèle aux lignes de plus grande pente.

> Protéger les milieux naturels sensibles

- Préserver les continuités écologiques présentes sur les franges de la commune afin de garantir le passage et le maintien de la faune sur le territoire communal.
- Préserver durablement les espaces sensibles de la commune garant du bon fonctionnement de la dynamique écologique et de la qualité du cadre de vie (zones humides, ZNIEFF de type I, secteurs d'habitat du tétras lyre).

> Prendre en compte les risques naturels.

- Préserver les espaces forestiers pour leur rôle de protection contre les risques de ravinements, d'instabilités de versant, d'avalanches et de chutes de blocs.
- Prendre en compte l'ensemble des risques naturels dans l'aménagement communal.

> Inscrire le territoire dans l'innovation au service du développement durable

- Identifier les zones d'urbanisation futures dans une logique de proximité (limitation des émissions de gaz à effet de serre par les déplacements, etc.) et de valorisation du potentiel d'énergies renouvelables (exposition, etc.)
- Favoriser dans la mesure du possible le développement des communications numériques dans tous les aménagements, travaux et constructions futurs.
- Améliorer la couverture numérique du territoire communal afin de contribuer au développement du télétravail et permettre aux actifs de venir s'installer sur la commune en leur évitant les déplacements.

○

3> Soutenir la diversité économique et valoriser les productions locales

CONSTATS



La commune de la Giettaz dispose d'un tissu économique varié dépendant de l'activité touristique, l'agriculture et l'artisanat.

Véritable moteur de l'activité économique saisonnière, la station de la Giettaz située au Plan appartient à deux domaines skiables :

- Les portes du Mont-Blanc qui relie le Jaillet de Megève et Combloux sur près de 100 kilomètres de pistes,
- Evasion Mont-Blanc regroupant sept stations et près de 450 kilomètre de pistes.

L'agriculture est très présente sur la Giettaz. Elle contribue, à travers ses productions agricoles de qualité reconnues par les Appellations d'Origine Protégée (Reblochon, Chevrotin et Beaufort) et l'entretien des paysages, à la valorisation du territoire. Moteur économique important à l'échelle communale, la pérennité des exploitations et le maintien des terres agricoles sont primordiaux.

Les enjeux sont de permettre à la population de travailler sur la commune, de maintenir l'activité agricole, diversifier l'activité touristique et renouveler les lits touristiques.

OBJECTIFS

- > Conforter l'activité touristique hivernale et développer l'activité touristique estivale.
- > Maintenir et développer les activités artisanales
- > Préserver la dynamique agricole
- > Maintenir le commerce de proximité à l'année

MOYENS D'ACTION

> Conforter l'activité touristique hivernale et développer l'activité touristique estivale

- Diversifier l'offre touristique hivernale à travers le maintien et le développement des activités hors ski.
- Maintenir la diversité des pratiques liées aux sports d'hiver en pérennisant notamment les itinéraires de raquettes et en développant les pistes de ski de fond.
- Pérenniser l'exploitation du domaine skiable par la mise en place d'un réseau de neige de culture alimenté par une retenue collinaire.
- Améliorer la qualité des services sur les pistes en accompagnant l'implantation de restaurants d'altitude, notamment au Christomet.
- Diversifier l'offre touristique estivale en cohérence avec l'image familiale de la station village autour des thèmes : nature, convivialité, agriculture, artisanat, etc.
- Renforcer le système de déplacements touristiques permettant de relier le chef-lieu avec le Plan, le domaine skiable et le Col des Aravis.
- Valoriser les sentiers de randonnées pédestres et cycles à travers la mise en œuvre d'une signalétique adaptée visant à les rendre plus visibles et attractifs.
- Développer l'offre touristique à destination des cycles (développer les sentiers de VTT, etc.) et des vélos à assistance électrique.
- Pérenniser les activités touristiques estivales du col des Aravis à travers l'aménagement qualitatif et la sécurisation pour tous les usagers du site.
- Pérenniser et valoriser les points d'accueil de la clientèle des différentes activités touristiques proposées sur le territoire communal.

> Maintenir et développer les activités artisanales

- Encourager le maintien et le développement des activités artisanales dans le tissu urbain mixte en limitant aux activités ne causant pas d'importantes nuisances afin de maintenir des emplois autres que touristiques sur la commune.
- Améliorer la lisibilité des activités artisanales sur la Giettaz à travers la mise en œuvre d'une signalétique cohérente et recensant l'ensemble des activités.

> Préserver la dynamique agricole

- Favoriser le maintien des exploitations agricoles pour leur rôle actif dans la valorisation du paysage.
- Faciliter l'installation de nouvelles exploitations agricoles et la création de points de vente directe.
- Maintenir les accès agricoles afin d'assurer la viabilité des exploitations.

- Préserver les espaces agricoles peu pentus, facilement mécanisables et situés à proximité des sièges d'exploitation.
- Limiter l'extension de l'urbanisation

> **Maintenir le commerce de proximité à l'année**

- Favoriser le maintien et le développement des commerces de proximité et des commerces ambulants de type marché.
- Conforter les activités commerciales dans le centre-bourg de la Giettaz et dans les pôles touristiques du Plan et du Col des Aravis.
- Inciter à la valorisation des rez-de-chaussée pour l'implantation ainsi que le développement de commerces de proximité et de services dans le centre-bourg de la Giettaz.

Carte de synthèse du PADD

